

NUMERO #14 | DECEMBRE 2017

TRADECOM II News

BULLETIN D'INFORMATION DU PROGRAMME TRADECOM II



PAGE 2

OMC CM11

**LA 11^E CONFERENCE MINISTERIELLE
(CM11) DE L'ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**



PAGE 3

OECD

**L'ATELIER
SUR LES SUBVENTIONS À LA PÊCHE**



PAGE 4

PACP4

**FOCUS SUR LES
ACTIVITES DU PROGRAMME**



PAGE 5

PIF+NIUE

**FOCUS SUR LES
ACTIVITES DU PROGRAMME**

PAGE 6

COMESA

**RENFORCEMENT DU PROGRAMME REGIONAL
D'INTEGRATION DU COMMERCE
FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME**



PAGE 7

ECOWAS

ATELIER FINAL

PAGE 9



CONSEIL DES MINISTRES ACP

OMC CM11

LA 11^E CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE (CM11) DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE



En dépit de l'incertitude qui a entouré la 11^e Conférence ministérielle (CM11) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les responsables des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique chargés du commerce se sont mobilisés pour que des résultats significatifs soient obtenus au cours des trois jours de négociations commerciales de haut niveau qui se sont déroulées du 11 au 13 décembre 2017 à Buenos Aires, en Argentine.

Un travail considérable a été abattu en 2017, et les ministres ACP ont défendu un certain nombre de propositions clés soumises par différents groupes.

Ainsi, le Groupe ACP s'est focalisé sur les résultats dans les domaines de la pêche (pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), surpêche, surcapacité et disciplines concernant les subventions, notamment), de l'agriculture (soutien interne, coton, mécanisme de sauvegarde spéciale pour l'agriculture, entre autres) et du développement (traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement notamment) - même si les engagements devraient vraisemblablement se limiter à l'élaboration d'un programme de travail pour l'après-CM11.

Cependant, toutes les positions ACP reposent sur le principe selon lequel un système commercial multilatéral fondé sur des règles est essentiel pour le progrès à l'échelle mondiale, et que le développement doit rester au cœur de ce système.

«Nous venons à Buenos Aires avec d'importants messages à délivrer», a déclaré Bradley Felix, Ministre du Commerce et de l'Industrie de Sainte-Lucie, lors de l'ouverture de la session ministérielle ACP qui s'est tenue avant l'ouverture officielle de la CM11. «Le premier message est que, pour les pays ACP, le développement doit être au centre des travaux de l'OMC, conformément à l'engagement en faveur du développement pris lors de la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha en 2001, car il permet de rééquilibrer le système commercial multilatéral et de le rendre plus inclusif en donnant aux pays en développement les moyens de profiter des avantages d'un accroissement des échanges». «Nous sommes tous des petits pays en développement figurant parmi les moins avancés, et nous sommes conscients de l'importance d'un traitement spécial et différencié en tant que moyen d'obtenir la marge de manœuvre dont nous avons besoin pour atteindre nos objectifs de développement», a-t-il poursuivi.

Dans une déclaration faite en octobre 2017, les ministres ACP du Commerce ont appelé tous les membres de l'OMC à prendre toutes les décisions selon un processus transparent, inclusif et consensuel. Ils ont demandé que des mesures concrètes soient prises pour régler les questions en instance relatives au Programme de Doha pour le développement, tout en plaçant le développement au centre du programme de travail. Malgré ses 79 États membres, la part du Groupe ACP dans le commerce mondial n'est que de 1 à 2%. L'objectif est d'accroître cette part tout en permettant au milliard de personnes vivant dans ces pays de profiter des retombées du commerce mondial.

C'est pour cela que S.E. M. John Deep Ford, ambassadeur de Guyana à Genève et coordonnateur du Groupe ACP à l'OMC, a souligné l'importance pour les pays ACP de rester soudés et de parler d'une seule voix à la Conférence de Buenos Aires.

«Nous avons travaillé toute l'année pour mettre en avant la valeur ajoutée d'une solidarité et d'une cohésion fortes des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique face à des enjeux importants pour notre développement durable. Les ACP sont résolument en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 adoptés par les Nations Unies, et de la reconnaissance du commerce comme un moyen efficace d'assurer la prise en compte des dimensions sociale, économique et environnementale des ODD», a déclaré l'ambassadeur Ford en soulignant que le Groupe ACP reste un des groupes de négociation les plus importants et les plus influents à l'OMC.



OECD

L'ATELIER DE L'OECD-OMC SUR LES SUBVENTIONS A LA PÊCHE



L'atelier de l'OECD-OMC sur les subventions à la pêche s'est tenu à Bay Gardens Inn, à Castries, à Sainte-Lucie, du 8 au 10 novembre 2017, en prélude à la 11e Conférence ministérielle de l'OMC (CM11). Cet atelier a permis aux membres de l'OECD-OMC de mieux comprendre l'état d'avancement des négociations sur les subventions à la pêche du CM11. L'atelier a été animé par l'Unité de gestion de projet du Programme de renforcement des capacités commerciales TradeCom II - ACP qui a débuté en juillet 2017 dans le cadre de la composante Service commun de l'OECD et Politiques commerciales des pêches.

L'atelier de trois jours a été animé par l'expert des pêches Mme Zahidah Nisa et M. Ricardo James, de la Délégation permanente de l'OECD. Mme Susan Renton, du Mécanisme régional des pêches des Caraïbes (CRFM) a fourni un soutien technique pendant l'atelier. Les échanges se sont faits par des présentations, des discussions techniques thématiques, des séances de travail sur les négociations et des séances plénières afin d'élaborer des recommandations concertées pour la position de l'OECD sur le texte vertical de la 11e session de la Conférence ministérielle de l'OMC.



En prévision de l'atelier de l'OECD sur les subventions à la pêche de novembre 2017, des consultations préliminaires ont été menées pour aider les États membres à préparer leurs questions sur les positions communes par rapport au texte vertical sur les subventions à la pêche et au texte proposé par les pays ACP. Les consultations préliminaires ont été éclairées par l'analyse approfondie des politiques régionales et nationales et par les résultats de suivi de la consultation régionale d'avril 2017 de la CARICOM sur les négociations relatives aux subventions à la pêche.

Les pays de l'OMC membres de l'OECD ont présenté une liste de recommandations sur le document de séance non officiel de l'OMC du groupe de négociations sur les règles: document non officiel RD/TN/RL/29 sur les subventions à la pêche. Les membres OECD de

l'OMC ont rappelé que dans les territoires membres de l'OECD, la pêche se pratique à petite échelle et de manière artisanale. Par conséquent, il faudrait accorder une plus grande attention à la suppression des subventions préjudiciables qui encouragent la surpêche et la surcapacité, en particulier pour les membres de l'OMC qui pratiquent la pêche commerciale ou industrielle à grande échelle. Les États OECD membres de l'OMC participant à l'atelier ont maintenu leur position pour s'assurer que les disciplines en matière de subventions à la pêche ne nuisent pas à la capacité des membres de l'OECD à se développer et à explorer la rentabilité des autres composantes génératrices de revenus du secteur de la pêche, d'autant plus que la pêche sur leurs territoires se pratique pour la subsistance ou de manière artisanale à petite échelle. Le commerce des produits de la pêche joue un rôle prépondérant dans certains États membres qui dépendent dans une large mesure de leur production croissante de poisson et de produits de la pêche pour générer des recettes d'exportation et des revenus.

Il ressort de l'évaluation par les participants que l'atelier était très instructif et unique en son genre puisque c'était la première fois que deux secteurs différents, des représentants du secteur de la pêche et du commerce se rencontraient dans la région pour discuter des questions liées au commerce et à la pêche.



Après avoir participé aux réunions de la CM11 de l'OMC à Buenos Aires, M. Ricardo James (Délégation permanente de l'OECD) a déclaré que après l'atelier, les membres de l'OMC ont poursuivi leurs négociations sur le projet de texte consolidé contenu dans le document non officiel. Les membres ont pu créer plus de documents de travail rationalisés sur les principaux éléments des négociations dans un texte de négociation distinct plus formel. Dans la période précédant immédiatement la Conférence ministérielle, les membres ont convenu de transmettre aux ministres un projet de décision ministérielle entre crochets en vue d'obtenir un résultat progressif sur les interdictions de la pêche INN, des éléments de transparence, un moratoire et un traitement spécial et différencié. Malheureusement, en raison de divergences, les membres de l'OMC n'ont pas été en mesure de s'accorder sur des résultats progressifs négociés lors de la conférence. Les ministres ont toutefois été en mesure de s'entendre sur une décision qui prévoyait la poursuite des négociations après la CM11. Voilà le résultat final convenu lors de l'atelier et voulu par l'OECD sur les subventions à la pêche décidées lors de la Conférence.

Les discussions, conclusions et recommandations de l'atelier ont donc fourni à la mission des arguments solides pour discuter et négocier avec le Groupe ACP et le groupe de négociation sur les règles. L'atelier a par conséquent fortement éclairé les positions de l'OECD et des pays ACP sur l'évolution du texte de négociation consolidé et sur les documents de travail rationalisés qui serviront de base à de nouvelles négociations comme convenu par les ministres de l'OMC à Buenos Aires.

PACP 4

APPUI POUR RENFORCER LA FACILITATION COMMERCIALE ET LA COMPETITIVITE DU SECTEUR PRIVE DANS LA REPUBLIQUE DES ÎLES MARSHALL, A KIRIBATI, LES ETATS FEDERES DE MICRONESIE ET AUX SAMOA

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Toutes les quatre (4) composantes du programme progressent de manière satisfaisante et ont produit de nombreux résultats conformément au calendrier fixé. En détail:

KIRIBATI

Le Cabinet (AETS Consultants) a remis au bénéficiaire le rapport sur le Modèle d'établissement du guichet unique électronique. Dans ce rapport, il identifie des solutions basées sur les conclusions tirées et recommande le Modèle de meilleures pratiques pour un système de guichet unique fondé sur les directives de l'OMD. Ce rapport est suivi du Plan de mise en œuvre du guichet unique électronique qui comprend l'examen de la législation, l'organisation, le renforcement des capacités et une proposition de gestion du changement pour s'assurer que les meilleures pratiques seront mises en œuvre à Kiribati. Le guichet unique vise à accélérer et à simplifier les flux d'information entre le commerce et le gouvernement et à procurer des gains significatifs à tous les acteurs du commerce transfrontalier.



Un dernier atelier a été organisé avec les responsables de la KCAE pour discuter, s'accorder et valider divers aspects du Modèle d'établissement du guichet unique de Kiribati (KSW). La deuxième réunion spéciale du Comité consultatif national du commerce (NTAC) s'est tenue le 3 novembre 2017.



REPUBLIQUE DES ÎLES MARSHALL

Le principal résultat de cette activité est le nouveau tarif douanier élaboré conformément à la nomenclature du système harmonisé de 2017.

Le Cabinet (AETS Consultants) a apporté des modifications juridiques afin de permettre le classement correct des marchandises en fonction du système de codification harmonisé.

Lors de cet exercice, des recommandations à long terme pour la procédure de classification et un projet de formulaire de déclaration pour la collecte et l'enregistrement des données commerciales à utiliser par les douanes ont également été fournis au bénéficiaire.

Le système harmonisé 2017 de la RMI a été élaboré après mûre réflexion sur les avancées réalisées aux niveaux national et régional, y compris sur les accords et données commerciaux. Le territoire national a été également découpé pour les produits de base qui nécessitent une attention particulière en raison de la nécessité d'un contrôle spécial et des différents tarifs applicables.

La nomenclature du système harmonisé du Code des douanes 2017 a été élaborée et fera partie du projet de modification législative à soumettre au cabinet pour encadrer l'utilisation des codes de produits de base du système harmonisé ainsi que ses tarifs supplémentaires.



La République des Îles Marshall a maintenant la possibilité d'adopter et de mettre en œuvre le système harmonisé 2017. Cependant, il doit être soutenu par plus de sensibilisation et de renforcement des capacités pour les secteurs public et privé. Le Groupe de travail sur le système de codes harmonisés serait le groupe idéal pour superviser la mise en œuvre du système harmonisé.

ETATS FEDERES DE MICRONESIE

La dernière semaine de la mission dans les États fédérés de Micronésie a porté sur le guide de la « Gestion de la qualité » et la présentation des solutions aux difficultés réelles rencontrées par les douanes dans l'utilisation de leur logiciel PCTRADE. M. Romesh Paul, Chef d'équipe, a profité de son séjour dans ce pays pour aborder la solution potentielle pour permettre aux douanes d'utiliser la nouvelle nomenclature du système harmonisé 2017.

SAMOA

Les Samoa ont restructuré et élaboré un nouveau cadre réglementaire pour les ministères de la Santé et de l'Agriculture.

Le Cabinet (AETS Consultants) a mené un entretien et recueilli des informations qui lui permettront de fournir au bénéficiaire une panoplie de recommandations pour soutenir les exportations des PME. Le problème principal pourrait être la capacité du laboratoire d'essais accrédité (SROS) à répondre aux exigences d'essais pour les produits sélectionnés.

Le bénéficiaire SAME (Association samoane des fabricants et exportateurs) a identifié les principaux produits prioritaires sur la

base du plan d'exportation 2016-2020. Ces produits prioritaires sont: le poisson, le jus de Noni, le Kava. En outre, le Cabinet a également examiné d'autres produits potentiels qui arrivent sur le marché, tels que l'huile de coco, la farine d'arbre à pain et les produits cosmétiques. Les entreprises ont été sélectionnées en fonction de leur capacité à exporter, évaluée sur la base de la certification HACCP et de leurs exportations actuelles vers les États-Unis ou l'Australie. Des questionnaires pour servir de pièces justificatives ont été préparés en fonction de chaque produit afin d'évaluer les capacités des entreprises par rapport aux exigences d'exportation de l'UE. Pour les aliments d'origine non animale, le principal problème était la mise en place d'une autorité compétente reconnue.



PIFS AND NIUE

SOUTIEN AUX PIF POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR INTEGRER LES CADRES DE POLITIQUES COMMERCIALES (CPC) ET L'AGENDA COMMERCIAL MONDIAL DANS LA REGION DU PACIFIQUE, ET A NIUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE SON CPC

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Le programme PIF a démarré ses activités en mars 2017 et s'est achevé par un atelier régional qui s'est tenu à Nadi (Fidji) les 30 et 31 octobre 2017.

Le programme était divisé en deux principales composantes: la composante régionale dont le principal bénéficiaire était le secrétariat du FIP et la composante nationale qui ciblait l'intervention du projet auprès du gouvernement de Niue.

Les activités menées dans le cadre de la composante régionale (basées sur les PIF) comprenaient une revue de la littérature, y compris une enquête sur les PIF 2016 relative à l'intégration du TPF, qui a abouti à l'élaboration du Manuel régional sur l'intégration des politiques commerciales. Le manuel s'inspire des meilleures pratiques internationales et régionales, examine la signification de l'intégration des politiques commerciales, ses différentes dimensions et les outils et processus qui peuvent être utilisés et suivis pour garantir la mise en place de politiques commerciales fortes, coordonnées et efficaces dans toute la région. Comme convenu avec le bénéficiaire, le manuel comporte les résultats de l'enquête et comprend des lignes directrices pour l'intégration du commerce et des recommandations concernant l'accès au financement du développement pour la mise en œuvre du TPF.



L'atelier régional sur l'intégration des politiques commerciales s'est déroulé à Nadi (Fidji) du 30 au 31 octobre et a réuni environ 50 participants, dont une trentaine de délégués du PACP. L'atelier, qui marquait la fin de l'exercice de cartographie, a été l'occasion de présenter ses résultats aux membres, en partenariat avec ses partenaires de développement (TRADECOM II et le programme Hub & Spokes).

L'atelier sur l'intégration commerciale a également permis aux représentants des pays insulaires du Forum de discuter des résultats de l'exercice de cartographie de l'intégration commerciale, y compris le guide d'intégration commerciale.

En plus d'examiner les résultats de l'exercice de cartographie de l'intégration commerciale, ces représentants ont également discuté des mécanismes de financement de la mise en œuvre des cadres de politiques commerciales (Aide au commerce) et des politiques nouvelles en matière de commerce et de concurrence. Le programme complet et les documents de travail de l'atelier régional sur l'intégration commerciale ont été transmis aux membres la semaine après l'atelier.

Les activités relevant de la composante nationale à Niue ont également été menées à bien. Les recommandations des documents TPF de Niue ont été analysées et traduites en une matrice de mise en œuvre ainsi qu'en un cadre de suivi et un processus d'établissement de rapports.

Des sessions de formation destinées à renforcer les capacités des responsables de Niue pour mettre en œuvre le TPF ont été conçues et dispensées au cours des deux premières semaines de la mission. Parallèlement, l'équipe a aidé la division de l'économie et de la planification dans tous les aspects de l'organisation et de la tenue de la réunion inaugurale de la TNC, notamment dans la préparation de l'agenda, la rédaction du cadre de suivi du TPF et le mécanisme d'établissement de rapports, la coordination de la conception des documents de travail pour les réunions de la NTC, la facilitation des présentations et des discussions et le soutien à la rédaction des documents finaux.

COMESA

RENFORCEMENT DU PROGRAMME REGIONAL D'INTEGRATION DU COMMERCE

FOCUS SUR LES ACTIVITES DU PROGRAMME

Les travaux ont bien progressé, ce qui a permis à l'équipe des experts engagée (l'équipe) de soumettre tous les résultats. L'équipe a participé à la réunion du sous-comité sur le commerce des services du COMESA qui s'est déroulée du 19 au 21 juin 2017; et à la seconde réunion du sous-comité du comité et de la facilitation du commerce qui s'est tenue du 22 au 24 juin 2017 à Kampala, en Ouganda. La réunion a été une excellente occasion de prise de contact entre l'équipe et les États membres du COMESA, qui a permis de recueillir plus d'informations précises sur chaque pays et des points de vue sur les questions abordées par le projet de soutien.

Les principaux résultats jusqu'en décembre 2017 sont:

SERVICES:

Sur les contours des négociations sur le commerce des services, les résultats comprennent ceux sur les services aux entreprises (en particulier la profession comptable) ; les services de construction (et services d'ingénierie connexes) et les services énergétiques. Les résultats comportent notamment une analyse des capacités disponibles dans les secteurs en fonction du mode de fourniture, des conditions de concurrence et de la description du marché dans les secteurs ciblés aux niveaux régional et international. Les résultats comprennent également des recommandations destinées à aider le secrétariat du COMESA et les États membres à se préparer aux négociations de fond dans le cadre du deuxième volet des engagements régionaux du COMESA en matière de libéralisation du commerce des services.

Dans le secteur de l'énergie, les résultats montrent que les infrastructures énergétiques telles que les réseaux de transport et de distribution d'électricité, le pétrole et les gazoducs sont encore sous-développés et donc incapables de fournir les services aux consommateurs à un coût abordable et de manière fiable. Le développement des infrastructures énergétiques pour la production, le transport et la distribution d'électricité reste l'une des priorités clés de la région COMESA.

En outre, les résultats indiquent que les engagements sur la libéralisation des services énergétiques dans le cadre du programme sur le commerce des services compléteront et assureront la prévisibilité et la transparence dans la création du marché intégré des services énergétiques du COMESA.

Concernant les services aux entreprises, les résultats recommandent que les États membres du COMESA envisagent de négocier et de mettre en œuvre des ARM afin de promouvoir et de faciliter la circulation transfrontalière des services professionnels, y compris les différents modes de fourniture des services de comptabilité.

En outre, un projet d'accord-cadre temporaire pour la circulation des personnes et un projet d'accord-cadre pour la négociation de l'accord de reconnaissance mutuelle (ARM) ont également été élaborés.

REGLES D'ORIGINE :

Les membres du COMESA sont partenaires dans plusieurs accords (le plus souvent la SADC et la CEA dans le cadre de la TFTA et de la CEEAC). Les résultats contiennent des conseils progressifs et des propositions en matière de règles d'origine pour faciliter la mise en place d'un marché compétitif et intégré dans la région du COMESA. À cette fin, les principaux ingrédients sont de baisser à 25% la valeur ajoutée nécessaire pour obtenir le statut de pays d'origine du COMESA et de passer à une approche fondée sur une liste.

Le commerce intra-COMESA est encore sous-développé pour diverses raisons, telles que la faible diversification

de la production, les faibles performances logistiques (contrairement aux coûts élevés de franchissement des frontières), les obstacles techniques et les conditions à remplir pour exporter ou importer. Des règles d'origine libérales pourraient contribuer à stimuler le commerce intra-COMESA car cela compenserait d'autres lacunes de la facilitation du commerce. Elles faciliteraient également le renforcement des chaînes de valeur régionales.

LES OPPORTUNITES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT DES ÉTATS MEMBRES DU COMESA AVEC LES ÉCONOMIES DES PAYS ÉMERGENTS

Dans le cadre de cette composante, les travaux visent à examiner les possibilités de repositionnement du COMESA avec les économies des pays émergents. L'objectif principal est de proposer des stratégies pouvant aider les États membres du COMESA à tisser des liens solides avec les économies des pays émergents. Les travaux de cette composante ont abordé : l'examen des opportunités de commerce et d'investissement et la préparation d'une stratégie pour aider les États membres du COMESA à surmonter les obstacles existants et à saisir les opportunités pour créer des relations fortes avec les économies des pays émergents.

Dans le cadre de cette composante :

- 🌍 Dix (10) économies émergentes ont été ciblées: le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (les BRICS), le Nigeria; la Turquie; Singapour; l'Arabie saoudite et les EAU;
- 🌍 Les données sur le commerce et l'investissement entre le COMESA et les 10 économies émergentes sélectionnées ont été collectées et analysées;
- 🌍 Une étude des avantages / inconvénients comparatifs des relations commerciales entre le COMESA et les économies sélectionnées a été effectuée; et
- 🌍 Une analyse des tendances des investissements directs étrangers (EDI) dans le COMESA par les économies sélectionnées a également été réalisée.

PRISE EN COMPTE DU GENRE ET DE LA JEUNESSE DANS LE PROGRAMME D'INTÉGRATION RÉGIONALE DU COMESA

Un projet de cours de formation en ligne sur le commerce et le genre a été préparé. Ce cours vise à renforcer la sensibilisation aux questions de genre et à l'intégration de celles-ci dans la politique commerciale par le secrétariat et les institutions du COMESA. Il permet également d'améliorer la compréhension de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en tant qu'étape essentielle dans l'intégration d'une perspective de genre dans le travail du personnel et des institutions du COMESA.

Le module de formation est découpé selon les sous-titres suivants :

- I. Résultats de l'apprentissage;
- II. Concepts dans l'intégration du genre et la politique commerciale;
- III. Rôles reproducteurs et économie de marché;
- IV. Liens entre genre et commerce;
- V. Pourquoi l'égalité des sexes est nécessaire pour de meilleurs résultats et le développement des politiques commerciales ; et
- VI. Prise en compte du genre dans les politiques commerciales du COMESA.

Le message central du module de formation est le suivant : La politique commerciale n'est pas neutre du point de vue du genre. Les résultats sur la distribution du commerce varient en fonction du sexe, car les hommes et les femmes jouent des rôles différents dans la société et dans l'économie, et ont accès à des opportunités différentes. Les femmes ne sont pas non plus un groupe homogène et, par conséquent, elles sont différemment touchées par le commerce en fonction de leur revenu, de leur position sur le marché du travail, de leur niveau d'études, entre autres facteurs.

CEDEAO

APPUI POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'APE AFRIQUE DE L'OUEST-UE ET LA MISE EN ŒUVRE D'UN CADRE DE RÉFÉRENCE RÉGIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ATELIER FINAL

Le 10 Novembre 2017, dans les locaux de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à Ouagadougou, Burkina Faso, s'est tenu l'atelier final du projet d'élaboration d'outils pédagogiques de formation et de divulgation de l'APE CEDEAO/UE et de mise en place d'un cadre régional d'assistance juridique aux Etats de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine des contentieux commerciaux.

Démarré en Février 2017 et conçu par le Programme TradeCom II, ce projet visait à contribuer au développement économique durable et à la réduction de la pauvreté dans les pays ACP à travers l'élaboration d'outils pédagogiques de formation et de divulgation de l'Accord de Partenariat Economique (APE) Afrique de l'Ouest/UE et la mise en place d'un cadre régional d'assistance juridique aux Etats de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine des contentieux commerciaux (composante 2) pour une meilleure prévisibilité des échanges commerciaux et effectivité d'une justice commerciale régionale.

ELABORATION D'OUTILS PÉDAGOGIQUES DE FORMATION ET DE DIVULGATION DE L'APE CEDEAO/UE

Le projet aura contribué à l'élaboration d'outils pédagogiques intemporels homologués, en français, anglais et portugais, et à la disposition de tout public, pour organiser de façon uniforme, des formations sur l'APE AO-UE à l'intention non seulement des experts, mais également des décideurs.

Un séminaire de formation des experts de la CEDEAO et de l'UEMOA sur l'APE AO-UE s'est par ailleurs tenu à Abuja, au siège de la Commission de la CEDEAO en Septembre 2017 afin de renforcer les capacités des experts de la CEDEAO, de l'UEMOA par rapport à l'APE et de leur permettre d'acquérir une meilleure compréhension des enjeux relatifs à cet accord.

Enfin, une rencontre régionale des parlementaires, en collaboration avec la CEDEAO et la Délégation de l'Union européenne, fut organisée début Novembre 2017 au siège du Parlement de la CEDEAO à Abuja afin de sensibiliser les parlementaires de la CEDEAO et de la Mauritanie et la société civile à l'APE AO-UE et de s'assurer de leur bonne compréhension du contenu de l'accord.

MISE EN PLACE D'UN CADRE RÉGIONAL D'ASSISTANCE JURIDIQUE POUR LES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST DANS LE DOMAINE DES CONTENTIEUX COMMERCIAUX

Un document cadre d'assistance juridique aux Etats de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine des contentieux commerciaux a été élaboré, en quatre étapes, à savoir : (1) le diagnostic des systèmes et des mécanismes de règlement des différends dans l'espace CEDEAO ; (2) la synthèse des éléments du diagnostic, ainsi que la mise à disposition d'éléments portant sur la mise en place d'un mécanisme ou centre consultatif d'assistance juridique sur le règlement des différends dans la région AO ; (3) l'organisation d'un atelier sur le projet de cadre d'assistance juridique aux Etats AO dans le domaine des contentieux commerciaux; et (4) l'élaboration par l'atelier, d'un avant-projet de document portant cadre d'assistance juridique aux Etats de l'Afrique de l'Ouest.

L'atelier sur le projet de cadre d'assistance juridique aux Etats de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine des différends commerciaux, s'est tenu en Novembre 2017, au siège de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou et a connu la participation des représentants de la CEDEAO et de l'UEMOA, du Secrétariat ACP/UGP TradeCom II ainsi que des personnes ressources de la région.



TCHAD

APPUI À L'AMÉLIORATION DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE FORMULATION, DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DES POLITIQUES COMMERCIALES DU TCHAD

PHASE DE DEMARRAGE

Ce projet a été attribué à la société ARCA Consortium et le contrat a été signé le 2 octobre 2017 pour une durée de 7 mois.

Les objectifs particuliers du présent marché sont les suivants:

- ➔ Rationalisation des formalités douanières et amélioration des procédures de facilitation des échanges

Capacitation des services du ministère du commerce pour une meilleure prise en charge des politiques commerciales

Amélioration des processus de collectes des données statistiques en matière de commerce, notamment dans le domaine des services.

La mission de démarrage s'est déroulée du 23 octobre au 10 novembre 2017 pendant laquelle les experts ont échangé avec le bénéficiaire sur les attentes et ont mené des consultations auprès des institutions tchadiennes impliquées dans le projet. Suivant l'approche de mise en œuvre du projet, en complément de ces consultations menées, une analyse documentaire permettra d'élaborer une étude assortie des recommandations sur la mise en œuvre effective des dispositions de l'AFE au Tchad. De même il sera organisé un atelier national au bénéfice des professionnels sélectionnés des institutions clés en lien avec le commerce extérieur tchadien pour la restitution et validation de l'étude. Les modules spécifiques de formation sur les négociations

commerciales seront élaborés comme activités d'accompagnement des Experts tchadiens membres de la Commission Nationale des Négociations commerciales. Les sessions de formation sous forme d'atelier de travail seront organisées en vue de l'élaboration d'un Plan d'action de suivi des négociations commerciales.

Les évolutions récentes du pays en matière du commerce et d'ouverture seront prises en compte afin d'actualiser les axes proposés dans les Termes de référence. Il s'agit principalement de l'accompagnement au processus de mise en œuvre de l'AFE par le Tchad en suivant le traitement spécifique et différencié selon le mécanisme de l'OMC sur la facilitation des échanges. Cela sera intégralement développé dans la partie sur l'AFE de l'étude sur le Tchad, que la composante 1 effectuera, et restituera à l'atelier programmé en février 2018.

En ce qui concerne l'accompagnement du Tchad aux mesures d'anticipation de l'entrée en vigueur de la ZLEC en janvier 2018, il sera parti intégrante du plan des négociations inclut dans l'objectif 2 du projet.

Enfin, sur la mise en place d'une unité des statistiques au sein du secrétariat général au commerce (composante 3), il est proposé d'identifier 3 agents ayant les compétences requises en termes de connaissances en informatique et niveau d'études qui seront encadrées durant une période de six mois par l'Expert en statistique.

SENEGAL

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES DU SÉNÉGAL : FACILITATION DES ÉCHANGES, ACCÈS AU MARCHÉ ET MESURES DE DÉFENSE COMMERCIALE

LES ELEMENTS MARQUANTS DU PROGRAMME

Ce projet a été attribué à la société BKP et le contrat a été signé le 2 octobre 2017 pour une durée de 6 mois.

Les objectifs particuliers du présent marché sont les suivants :

- ➔ Contribuer à la mise en œuvre effective de l'Accord sur la facilitation des échanges

Disposer d'informations sur les gains et risques liés aux politiques de subventions aux pêcheries au Sénégal et à l'OMC

Contribuer à une meilleure utilisation des instruments de défense commerciale

Appuyer la mise en œuvre effective de la dérogation spécifique pour les PMA

La mission de démarrage s'est tenue du 30 octobre au 2 novembre 2017 pendant laquelle la Chef de l'équipe et l'Expert 2 ont rencontré les bénéficiaires de la Direction du Commerce Extérieur (DCE) pour discuter des Termes de référence et des résultats à atteindre.

Les quatre composantes du projet sont indépendantes. Ainsi, l'approche de mise en œuvre varie pour chaque composante et est définie par l'expert technique de la composante.

Les axes d'intervention de la composante 1 sont le renforcement des capacités des membres du sous-comité par un programme de formation et une étude sur la mise en œuvre de la facilitation

des échanges liés aux contrôles SPS et l'évaluation de la conformité.

Pour ce qui concerne la composante 2, l'étude sur les subventions aux pêcheries portera sur trois éléments : l'analyse des subventions sur les pêcheries sous l'égide de l'OMC ; une analyse des subventions internes octroyés à la pêche au Sénégal ; une analyse des subventions de pays tiers sur l'économie du Sénégal. L'étude se terminera par des recommandations prioritaires que le Sénégal pourra prendre en compte lors des négociations à l'OMC.

La composante 3 sera réalisée par le biais de la rédaction d'une étude détaillée sur l'utilisation des instruments de défense commerciale, l'élaboration d'un protocole d'alerte sous forme de texte réglementaire, deux sessions de formation, et enfin l'élaboration d'un programme pour une formation à moyen terme.

Enfin, pour la dernière composante concernant les PMA, l'étude portera sur l'examen de documents existants, et en particulier des études ou plans des études CI, OMC et CNUCED et d'entretiens avec les parties prenantes. La partie stratégique sera élaborée sur la base de la revue des lois et réglementations intérieures tant horizontales que sectorielles, l'identification de celles d'entre elles, ou celles manquantes, qui freinent le développement des services et/ou l'expansion de leurs exportations, ainsi que l'élaboration d'une stratégie de réforme réglementaire et institutionnelle en vue d'éliminer ces contraintes.

ACP COUNCIL OF MINISTERS



La 106e session du Conseil des ministres ACP s'est tenue du 4 au 6 décembre 2017 à la Maison ACP, à Bruxelles. Le Programme TradeCom II y a été invité pour faire l'état des lieux de la mise en œuvre du Programme ainsi que des activités réalisées dans les pays ACP bénéficiaires. À l'aide d'un stand installé dans la Maison ACP et de supports de visibilité spécifiques produits et distribués aux délégués, l'UGP a présenté l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme et le nombre important de demandes de projets qu'il a reçues des bénéficiaires ACP, traitées puis mises sous forme de programmes réalisables plus vastes.

Les décideurs des États du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique ont approuvé les politiques et les mesures administratives clés adoptées par l'organisation, tout en prenant également position face aux questions majeures qui touchent les pays ACP.

AMÉLIORER LE COMMERCE ENTRE LES PAYS ACP

En particulier, plusieurs décisions sur le commerce ont été prises, notamment un engagement à améliorer le commerce intra-ACP et les relations économiques par la création d'un portail d'informations commerciales à l'échelle de l'ACP destiné aux individus et aux entreprises de la zone ACP en quête d'information sur les produits manufacturés, les produits de base, les services, les opportunités d'investissement et les meilleures pratiques. Les ministres ont également approuvé une approche progressive du commerce intra-ACP, en ciblant les domaines susceptibles de procurer des avantages immédiats tels que la résolution de la question des mesures non tarifaires et la facilitation du commerce.

Pour lever les mesures non tarifaires fixées par l'UE et qui empêchent les pays ACP d'exporter vers l'UE, le Conseil des ministres a ordonné la création d'un nouveau programme pour aider les États ACP à se conformer aux innombrables normes SPS (Mesures sanitaires et phytosanitaires) et OTC (Obstacles techniques au Commerce) et à relever les autres défis liés à l'exportation vers le marché de l'UE.

Le Conseil des ministres a également adopté une résolution pour saluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la «Nouvelle approche» de l'ACP à l'égard des produits de base.

Cette approche consiste à mettre l'accent sur la transformation des produits de base de l'ACP pour leur intégration dans les chaînes de valeur régionale et mondiale. Le Conseil a demandé l'élaboration rapide d'un nouveau programme sur les chaînes de valeur qui apporteront un soutien aux secteurs tels que le coton, le sucre, la banane, le cacao, le Kava, les pêches et le rhum.

COMMERCE ACP-UE APRÈS 2020

Dans la perspective du commerce avec l'Union européenne après l'expiration de l'Accord de partenariat ACP-UE en 2020, le Conseil des ministres s'est réjoui de l'assurance donnée par l'UE que le commerce et la coopération au développement continueront de jouer un rôle essentiel dans les relations futures, notamment l'initiative « Aide au commerce ». Le Conseil a reconnu que la pierre angulaire des futures relations commerciales ACP-UE serait probablement les Accords de Partenariat Economique (APE) réciproques mais asymétriques pour la croissance et la diversification des exportations. Cependant, les ministres ont souligné la nécessité d'un futur cadre de partenariat pour permettre le débat sur les questions transversales dans le cadre des APE ainsi que sur le commerce bilatéral et multilatéral.



KNOWLEDGE SHARING

SUR LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENTS

BRUXELLES, BELGIQUE

20-21 FEVRIER, 2018



Lexique

ADPIC	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle	PIFs	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	PME	Petite et moyenne entreprise
APE	Accord de partenariat économique	PTCI	Partenariat transatlantique pour le commerce et les investissements
ACR	Accord commercial régional	PTP	Partenariat transpacifique
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique	RCEP	Partenariat économique régional global
BNT	Barrières non tarifaires	SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
BTC	Barrières techniques au commerce	UE	Union européenne
CARICOM	Communauté caribéenne	UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
CARIFORUM	Forum Caribéen des Etats de l'Afrique, Caraïbes et du Pacifique	UGP	Unité de gestion de programme
CCI	Centre du commerce international	ZLE	Zone de libre échange
CEA/ONU	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique	ZLET	Zone de libre-échange tripartite
CPC	Cadre de politique commerciale		
CPCN	Cadre de la politique commerciale nationale		
CTA	Centre technique de coopération agricole et rurale		
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique occidentale		
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement		
DAU	Document Administratif Unique		
DG DEVCO	Direction Générale pour la Coopération internationale et développement		
GMFL	Groupe mélanésien Fer de lance		
JED	Journées européennes du développement		
OECD	Organisation des États des Caraïbes orientales		
OIF	Organisation internationale de la Francophonie		
OMC	Organisation mondiale du commerce		
OMD	Organisation mondiale des douanes		
OTC	Obstacles techniques au commerce		
PACPS	États ACP du Pacifique		

TRADEComII PROGRAMME

  BUILDING ACP TRADE CAPACITY
RENFORCER LES CAPACITÉS COMMERCIALES DES ACP

Avenue de Tervuren 36, bt. 35
1040 Bruxelles - Belgique

☎ 0032 (0)2 739 00 60
✉ contact@trade-com-acpeu.org
🌐 www.trade-com-acpeu.org

Suivez-nous sur twitter:

 [@TradeCom_2](https://twitter.com/TradeCom_2)
[@Tender_TradeCom](https://twitter.com/Tender_TradeCom)